

La campagne pour les élections présidentielles de 2007 jugée par des personnes en difficulté d'accès aux droits sociaux

Décembre 2007

Auteur : Philippe Warin (CNRS/PACTE – ODENORE)

L'ODENORE a organisé un « focus group » à l'occasion de la campagne électorale pour les Présidentielles. Ce groupe a réuni 5 personnes au cours de 5 séances de discussion introduites par des extraits d'émissions télévisées se rapportant aux enjeux de la campagne, ou bien aux interventions des deux principaux candidats, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy.

Les cinq personnes sont dans des situations précaires, sans être pauvres, ni exclues. Toutes ont connu ou connaissent de façon chronique des situations de non accès à leurs droits sociaux. Toutes les personnes sont inscrites sur les listes électorales.

Ce travail vise à comprendre comment des personnes en difficulté d'accès à leurs droits perçoivent les débats politiques de la campagne de 2007 et jugent les propositions politiques. Il montre en particulier comment la formation du jugement politique tient compte du vécu. Il relève également comment ces personnes critiquent les politiques sociales, non pas parce qu'elles seraient trop généreuses, mais à cause des abus qui pénalisent les plus nécessiteux.

Le document suivant rend compte de trois séances de travail. La séance de mise en route et celle consacrée à la restitution des débats ne sont pas présentées dans ce qui suit.

Ce travail est une contribution au programme de recherche « Formation du Jugement Politique » dirigé par le Professeur Bernard Denni (IEP de Grenoble).

Séance du 13 mars 2007

Cette séance lance la série de réunions organisées avec un groupe d'habitants de la Villeneuve de Grenoble. Ces personnes fréquentent une structure de médiation sociale mise en place par la Ville à la suite d'importants problèmes de voisinage. Cette structure, « Le Relais de voisinage », accueille régulièrement ces personnes et d'autres dans ses locaux implantés dans le quartier. Elle fonctionne comme lieu de rencontre, de parole et d'accompagnement social lorsque les personnes en ont besoin et le demandent. Son animatrice est une travailleuse sociale, psychologue de formation, qui travaille en lien étroit avec d'autres structures du quartier et de la ville, comme les centres de santé, le CCAS, la Régie de quartier et d'autres associations du quartier.

Sur le plan social, les personnes accueillies par cette structure sont généralement dans des situations précaires, sans être pauvres, ni exclues. La plupart ont connu ou connaissent de façon chronique des situations de non accès à leurs droits sociaux (cf. l'étude de l'Odenore sur ce public).

Le groupe constitué a été choisi sur ce critère de vulnérabilité par rapport à l'accès aux droits. Toutes les personnes sont inscrites sur les listes électorales.

Il était prévu de réunir 8 personnes. En fait, après une première réunion organisée le 13 février, 5 personnes étaient présentes lors de la séance du 13 mars. D'autres personnes devraient rejoindre le groupe dès la séance suivante, prévue le 27 mars. Nous les citerons par leur prénoms : Andrée, Ahmed, Marie-Claude, Michèle, Charles.

Ce groupe de cinq personnes est composé de 3 femmes, de 30 à 65 ans, dont une est handicapée mère de deux jeunes enfants, et de 2 hommes dont un d'origine magrébine et père de quatre enfants.

La séance du 13 mars a porté sur deux thèmes de discussion : « les débats et émissions politiques de la campagne électorale », « les discours politiques ». L'objectif de la séance était de recueillir les opinions sur le déroulement de la campagne électorale dans les médias (TV en particulier) par rapport à celle de 2002, pour comparer les perceptions des enjeux et des débats et mesurer l'intérêt porté à la campagne en cours. Deux fiches synthétiques, comprenant une série de questions, ont été données et présentées en début de discussion de chacun des deux thèmes. Des extraits d'émissions TV ont été visionnés (cf. Fiches en fin de note).

Les séances ont lieu dans un local associatif situé dans le quartier. Le groupe était réuni dans une pièce confortable. Une collation attendait les participants. Chacun recevra à l'issue des séances une rétribution financière pour le remercier de sa participation.

Lors de ce type d'entretiens collectifs, la discussion trouve son rythme et ses sujets de discussion en cours de route. Les questions préparées, servant de guide, ont jalonné la discussion tout en permettant de nombreux élargissements. Le fonctionnement du groupe a permis d'éviter les digressions, mais sans être pour autant contraignant. Toutes les personnes se connaissaient déjà, si bien que chacune a pu donner son point de vue sans réserves apparentes, mais avec beaucoup d'implication personnelle pour illustrer ou éclairer leurs opinions.

A la fin de la séance, qui a duré 2h 30, une fatigue s'est manifestée car l'échange a été dense, sans relâche. Toutes les personnes ont manifesté leur intérêt et ont garanti leur présence pour la suite.

Une mauvaise utilisation du microphone (nouveau matériel) ne permet pas, cette fois-ci, de restituer l'intégralité de la séance.

Compte-rendu

La campagne électorale pour les Présidentielles de 2007 paraît à tous bien différente de celle de 2002. Les débats et émissions politiques semblent plus proches des sujets de préoccupation concrets des français. Cela tient d'abord au format des émissions qui créent très souvent des « face-à-face » entre des citoyens et les candidats ou leurs représentants, avec des mises en discussion introduites par des reportages jugés « réalistes »¹. Ahmed qui prend le dernier la parole lors du premier tour de table ajoute que cette campagne électorale présidentielle porte sur des sujets qui rassemblent au lieu de diviser. Il rappelle la campagne de 2002 fortement axée sur « les problèmes d'insécurité » et de « la violence des jeunes », et par derrière sur le thème de « l'immigration » qui avait largement stigmatisé certaines catégories. Cette fois, il a le sentiment, partagé par les autres personnes, que les débats font l'effort de porter sur un ensemble de sujets de préoccupation largement partagés, par rapport auxquels chacun attend des réponses. Curieusement, personne ne relève les propos de candidats sur la France qui travaille / celle qui se lève le matin / ..., qui peuvent être tout autant stigmatisants.

Il n'y a pas pour autant consensus, car au-delà de cet accord sur un changement de ton entre les campagnes de 2007 et 2002, Marie-Claude et à sa suite Andrée insistent sur l'absence d'un vrai débat sur les questions d'écologie, évoquées mais à leur avis loin d'être au cœur des sujets abordés, alors que pour elles ce sont « les seules vraies questions qui engagent l'avenir ». Marie-Claude intervient énergiquement sur ce point à la suite de Michèle qui vient de noter le changement de ton d'une campagne plus axée sur « la France qui souffre ». Ancienne éducatrice, Michèle a pris la première la parole pour insister sur la place du social dans la campagne, et faire part à mots couverts d'une insatisfaction laissant à penser que pour elle le débat est à la fois insuffisant et inutile, car « tout cela n'est que des paroles », même si elle le trouve intéressant.

La participation des cinq personnes à ce groupe de discussion s'explique selon la responsable du Relais de voisinage par leur intérêt pour la campagne en cours, car « elles en parlent lors des accueils ». Lors de la présentation de ce projet en février, toutes les personnes avaient cité précisément les émissions nombreuses qu'elles regardent, et livré aussitôt leurs points de vue sur leurs contenus engageant ainsi une première discussion dans un désordre stimulant. L'envie de parler de ces sujets était manifeste. Elle ne se démentira pas lors de la première séance de mars, même si les présent(e)s ont d'abord paru sur la réserve, plutôt impressionné(e)s par la mise en route de ce travail collectif (installation du magnétophone, présentation des fiches thématiques, chevalets avec les prénoms qui ne seront pas utilisés, CD-Rom avec les extraits d'émission, et surtout départ de la responsable du Relais qui après s'être assurée que la réunion pouvait avoir lieu est repartie à sa permanence sans avoir prévenu préalablement les personnes, les laissant seules avec l'enquêteur).

Directement questionnés sur leur intérêt pour les émissions TV structurant la campagne électorale, tous les cinq ne cachent pas qu'il est grand, même si les émissions politiques, quelles que soient les chaînes, leur paraissent répétitives et

¹ Entre «- » des mots ou expressions notés lors de l'échange.

construites de la même façon. Charles déclare suivre tout cela comme « un spectacle », autrement dit comme une occupation ou un passe temps qui change de l'ordinaire (télévisuel), apparemment plus désabusé que les autres par la politique. Ceci dit, il interviendra plus tard pour signifier son intérêt assez paradoxal pour une campagne qui laisse trop de côté les questions de « morale », d' « éducation civique », sur lesquelles « personne ne dit rien » alors que de son point de vue c'est l'essentiel puisqu'il s'agit « des valeurs ». Si Michèle semble partager cet avis, elle rejoint néanmoins les trois autres personnes sur l'idée que « cette campagne est plus importante que celle de 2002 ».

Pour eux, en effet, « cette fois-ci, c'est du sérieux ». Il ressort de la discussion sur l'enjeu politique de cette élection qu'elle est « plus importante qu'en 2002 ». Ce sentiment est partagé autour d'eux, dans leur entourage. Il y a plusieurs raisons à cela. « L'élection présidentielle reste bien le seul moment où l'on peut se faire entendre » ; tous les cinq confirment ainsi l'importance du vote dans la vie politique, et celle particulière des échéances présidentielles. Mais l'élection à venir semble revêtir une importance plus forte. Andrée dira avec beaucoup de conviction et avec l'assentiment des autres que « les français doivent cette fois se remuer, chacun doit bouger, se mobiliser ». Que veut-elle dire ? Qu'il faut se bouger, car le pays va mal, ou bien pour éviter un nouveau 21 avril 2002 ? En fait, personne parmi les cinq ne voyant J.M Le Pen au second tour, c'est le risque explicité par Andrée, Ahmed et Michèle de voir N. Sarkozy (jugé « pire que Le Pen ») l'emporter qui donnerait à cette campagne toute son importance. Pour tous les trois, il s'agit de se bouger pour éviter l'élection de N. Sarkozy.

La longue et émouvante prise de parole d'Andrée un peu plus tard dans la discussion, sur le besoin de mettre un terme à la peur face à la violence verbale et physique ordinaire (la sienne comme femme handicapée) permet néanmoins de remarquer l'ambivalence de cette perception et de mesurer la portée complexe du discours de N. Sarkozy. Andrée reconnaît que sur le plan de l'insécurité, le discours du ministre-candidat sonne juste et que ses solutions sont même souhaitables. Les autres acquiescent, en particulier Ahmed. Sans que la discussion soit explicite sur ce plan, on peut sentir que les vécus des uns et des autres dans ce quartier jouent fortement dans leur souhait de vivre sans avoir peur des jeunes, puisque c'est de cela qu'il s'agit ici.

Mais chez les cinq, le discours de N. Sarkozy a d'autres effets sur leur perception de la campagne électorale en cours. Par la netteté de son expression il semble avoir donné à l'ensemble de la campagne l'apparence d'un parler vrai, sur lequel, selon eux, les autres candidats seraient venus se caler. N. Sarkozy réussissant sur ce plan ce que J.M. Le Pen n'était pas parvenu à réaliser en 2002. Mais plus que cela, le discours du ministre-candidat semble également avoir réussi à instiller l'idée que la campagne en cours aurait un enjeu politique plus important que la précédente, fixant cette élection comme « un moment de vérité ». Cet avis proviendrait d'un changement perçu, moins au niveau du contenu des programmes politiques (que seul Ahmed commencera à détailler avec exactitude concernant celui de S. Royal) que du ton des discours. En parlant plus directement et plus concrètement des problèmes des gens, les candidats donneraient l'impression de faire une campagne davantage annonciatrice d'un changement à venir dans l'action gouvernementale,

même si tous reconnaissent que les candidats, quels qu'ils soient, « font des promesses ».

La discussion dissocie ici le « parler vrai des constats » qui persuade les cinq participants que les candidats annoncent tous un changement, des « promesses électorales habituelles » qui les laissent incrédules, mises à part peut-être celles de N. Sarkozy sur l'insécurité, mais moins par les résultats de son action que par l'évidence des solutions préconisées. Autrement dit, la campagne de 2007 est perçue paradoxalement comme celle d'un changement annoncé, mais qui inéluctablement ne pourra pas être tenu totalement ou même pas du tout selon le candidat élu.

Tous les cinq sont intéressés par le déroulement d'une campagne qui leur parle davantage, même si Charles reste plus vague. On comprend que cet intérêt est suscité par une tonalité qui est perçue comme nouvelle par rapport à 2002, même si chacun pense que les médias « se copient tous ». La communication de proximité met autrement en scène les candidats ou leurs représentants, en les confrontant directement 'à la réalité'. La question étant celle des émissions télévisées, personne ne parlera des débats participatifs de la candidate socialiste. En tout cas, perçus comme plus proches des 'problèmes des gens', les débats de la campagne présidentielle leur paraissent « moins langue de bois ». Cette perception d'un parler vrai crée non seulement un intérêt mais en plus semble susciter une adhésion dans un discours politique qui parle (enfin) des choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire telles que les gens les vivent ou les perçoivent. Cette adhésion porte sur une énonciation qui paraît bonne. Cela explique pourquoi Andrée et Ahmed, les plus déclarés anti-Sarkozy, admettent sans peine qu'ils adhèrent à la justesse de son discours. La tonalité du discours politique sonne juste. Ce parler vrai des constats leur donnent apparemment envie de se faire une opinion par l'intermédiaire des émissions proposées.

En même temps, chacun dissocie clairement le parler vrai des constats, des solutions préconisées pour agir et régler les problèmes. La séance du 13 mars n'étant pas consacrée au contenu des programmes, nous n'avons pas recueilli d'avis sur le contenu des propositions politiques. En revanche, on peut relever le peu de confiance accordée dans la capacité du politique à tenir ses promesses. De ce point de vue, aussi bien Michèle que Charles sont particulièrement clairs. En difficulté cependant pour donner des exemples de promesses non tenues, leur réaction renvoie principalement à 'la trahison des politiques', gauche et droite confondus, qui une fois élus se moqueraient de leurs engagements. L'explication qu'ils donnent porte explicitement sur « l'appartenance à un autre monde », au sens où les hommes et femmes politiques (au-delà des candidats), quel que soit leur bord, ne connaissent pas directement les problèmes des gens et sont donc de facto incapables de pouvoir les traiter.

Charles et Michèle déclarent franchement leur désillusion dans la gauche et répondent que le PCF n'a jamais pour eux représenté les intérêts des milieux populaires, « car ils sont tous coupés des gens, forcément ». Charles semble proche de condamner ouvertement le cynisme du politique, indifférent à ses promesses lorsqu'il a atteint le pouvoir. Pour lui, le politique ne peut rien faire contre « les groupes d'intérêt » donnant à comprendre que le politique pencherait

nécessairement du côté des égoïsmes les plus forts et donc en défaveur des gens comme lui. Son propos renvoie au phénomène corporatiste et laisse de côté, malgré les questions de relance, les groupes d'intérêt économiques et financiers qui priveraient les pouvoirs publics d'une capacité d'agir. Fait-il allusion à des groupes sociaux protégés par leur statut ? C'est probable. En tout cas, son propos articule à la fois une dénonciation des groupes d'intérêt corporatistes, une condamnation de l'hypocrisie du politique, et, comme dit plus haut, le regret d'une absence de débat sur « l'éducation civique » jugée « essentielle », supposant pêle-mêle 'la crise des valeurs' et 'le problème des jeunes'. De leur côté, Marie-Claude, Andrée et Ahmed ne dénoncent pas explicitement ce problème de 'représentation' des situations et des intérêts ordinaires des citoyens, ni ne parlent d'inaction ou en tout cas d'impuissance du politique. On sent chez eux, surtout chez Ahmed et Andrée, la possibilité d'adhérer à certaines propositions, qu'ils distinguent sur le plan politique comme meilleures ou plus souhaitables. Comme les autres ils voteront, très probablement que leur choix est déjà fait ; mais la question n'a pas été posée lors de cette séance.

L'intérêt manifeste du groupe pour les débats et émissions politiques de la campagne présidentielle ne signifie donc pas une adhésion incrédule aux discours politiques, ni une confiance dans l'action publique, loin s'en faut. Chacun est plus ou moins désabusé, mais sans pour autant ressentir une désaffection pour la politique, au sens d'une perte d'intérêt pour le débat contradictoire sur les questions et choix de société. En d'autres termes, tous les cinq s'intéressent à cette élection mais sans croire forcément (ou même pas du tout, apparemment chez Charles, peut-être chez Michèle) au changement annoncé, c'est-à-dire à la possibilité d'agir du politique.

La discussion engagée sur les promesses non tenues montrent que celles-ci ne sont pas pour autant une raison suffisante pour se désintéresser de la politique pour la simple raison qu'il n'y aurait pas grand-chose à attendre des hommes (et femmes) politiques pour régler les problèmes concrets. Les cinq déclarent qu'ils iront voter, et autour d'eux cela semble être massivement le cas, moins pour espérer des réponses concrètes qui leur apporteraient un plus, que pour éviter de perdre davantage. Chacun semble considérer en effet que c'est « une heure de vérité » sur beaucoup de sujets, peu évoqués lors de cette séance, mais renvoyant apparemment aux conditions matérielles de vie. Les discussions à venir sur les programmes électoraux, leur différence de signification et leurs conséquences probables permettront de compléter ces premiers commentaires.

Commentaires

Ce compte rendu est commenté à partir de la lecture d'un texte en cours de publication dans la revue Politix de Bruno Latour intitulé « Si l'on parlait un peu politique ? ». Dans cet article, le sociologue s'interroge sur le statut de la parole politique pour comprendre la désaffection pour la politique. L'analyse de Latour nous inspire donc quelques remarques, qui visent en particulier à discuter la dissociation entre adhésion au parler vrai des constats et mise en doute de la parole du politique sur ses engagements.

* *

Le fait que le parler vrai des constats soit mis au crédit des débats et émissions télévisées de cette campagne présidentielle montre que le groupe reconnaît une différence dans le 'régime d'énonciation' qui est cette fois proposé. La tonalité propre de ce régime est due au caractère direct et concret des constats, en un mot à leur véridicité apparente. Le parler vrai perçu par les cinq est opposé à la langue de bois habituelle. En ce sens, ce parler vrai agit comme un dire vrai puisque personne, semble-t-il, ne met en doute la sincérité du politique dans sa reconnaissance des problèmes évoqués par ses interlocuteurs ordinaires (citoyens intervenant en direct ou apparaissant dans les reportages, journalistes). Ce parler/dire vrai crée une adhésion dans la mesure où pour une fois il est d'abord fait état des problèmes des gens. La bonne surprise est que les politiques parlent, sinon avec les mots des citoyens ordinaires, en tout cas explicitement de leurs maux. C'est leur effort de 'représentation' qui est apprécié ; représentation au sens de Latour, désignant le travail spécifique de la parole politique consistant à désigner chacun dans sa singularité pour le rattacher à un tout. Ce travail d'identification et de regroupement crée l'impression – probablement exagérée et temporaire – d'une campagne qui unit plutôt qu'elle divise, à l'inverse de celle de 2002.

La conséquence est que le parler vrai des constats ne donne pas lieu à un dénigrement du politique. Il semble créer en tout cas un intérêt pour les débats et émissions politiques. Ce serait beaucoup dire que la tonalité trouvée suscite un 'rénchantment' (regain d'intérêt et surtout regain de confiance), cependant quelque chose se passe qui fait que pour les cinq l'ambiance générale de la campagne est jusque-là perçue comme différente. Toutefois, l'opposition qui apparaît entre le parler vrai des constats et la mise en doute des candidats (mise en accusation autour des « promesses non tenues ») vient rompre cette 'magie'.

Il se passe que la tonalité directe et concrète du parler vrai s'interrompt et laisse place à une tonalité plus générale et hypothétique, qui est habituellement celle du politique en campagne. Le parler droit – pour reprendre l'image de « la droite » et de « la courbe » de Latour – commence à se tordre. L'énonciation des propositions ou des éléments de programmes (sur laquelle nous reviendrons dans les autres séances) n'est pas moins directe, sauf qu'elle n'est plus aussi concrète au sens où elle se détache des vécus et repart sur des prétentions générales annonçant le règlement de difficultés récurrentes. Si l'on suit Latour, la mise en doute de la parole politique, au moment spécifique où il est question des solutions, vient du fait que lorsqu'elle devient brusquement plus abstraite, ou plus éloignée des problèmes des gens, son énonciation crée l'impression de ne plus s'adresser au groupe (citoyens divers et variés) qu'elle a su former par le parler vrai des constats. Autrement dit, la politique reprend sa distance avec les gens et crée un sentiment d'abandon. Nous n'en n'avons pas parlé lors de la séance, mais il est tout à fait plausible que l'adhésion d'Andrée, par exemple, au parler vrai des constats mais aussi aux propositions de N. Sarkozy en matière de sécurité vient du fait que souvent le ministre-candidat adresse concrètement sa réponse à son interlocuteur (et ainsi à tous) en lui proposant de régler son problème hors émission. Il semble maintenir le lien direct et concret en passant du constat à la solution. Par cette communication qui

s'efforce de préserver un rapport d'interlocution (ou son apparence) avec les citoyens, le ministre-candidat reste dans la même tonalité. Il tente d'éviter une brutale perte d'adhérence sur son public, et – c'est tout l'enjeu ou le risque politique – une perte d'adhésion lorsqu'il en vient aux solutions. C'est ce que l'on peut appeler le « trou d'air du discours politique ».

Dernière remarque, la mise en perspective des régimes d'énonciation permet également de mesurer l'homogénéité du groupe dans sa réception des débats et émissions politiques. Il faudra revenir lors des séances suivantes sur la tonalité générale de la campagne perçue comme plus cohésive. En effet, personne parmi les cinq n'a relevé 'l'hymne' lancé à ceux qui travaillent et qui veulent travailler et gagner plus, à ceux qui se lèvent tôt et ne craignent pas de finir tard... Ce genre de discours, qui, pour le moins peut instiller des divisions, est bel est bien une parole politique parce qu'il trace un contour propice à une identification, et ainsi même crée des inclus et des exclus. Le groupe des cinq se retrouverait-il donc conforté par ces mots, se reconnaissant du côté des inclus au point d'oublier ceux et celles que ce discours sur la liberté de travailler stigmatise ? En se posant ce type de question, ce sont les effets du parler vrai en termes de fabrication de perceptions ou de jugements politiques sélectifs qui peuvent être approchés. Nous y reviendrons.

Thèmes de discussion

Séance du 13 mars 2007

1. Les débats et émissions politiques de la campagne électorale.

Les débats de la campagne électorale sont-ils différents en 2007 qu'en 2002 ?

Les émissions politiques proposées vous intéressent-elles ?

Que pensez-vous des émissions où les hommes politiques sont directement interrogés par des français ?

Les journalistes tiennent-ils leur rôle ?

Les émissions politiques se ressemblent-elles, quelles que soient les chaînes TV ?

Support TV : Extrait de « A vous de juger – débat Fillon/Hollande » du 25 janvier 2007.

L'extrait porte sur une séquence d'une dizaine de minutes au cours de laquelle un homme, SDF de 50 ans, comptable de formation, mais vivant depuis 13 ans de petits boulots de manutention, expose ses problèmes d'emploi et de logement qui le privent de la possibilité de voir son enfant de 3 ans. F. Fillon, puis F. Hollande, synthétisent la situation de cet homme et l'expliquent de façon à dire que cette situation est à l'image de beaucoup d'autres. Ils se mettent ainsi dans une posture de représentation des problèmes des gens. Mais dans la foulée de cette synthèse, l'un et l'autre exposent des solutions globales qui, bien sûr, sont loin d'apporter une réponse matérielle aux problèmes de cet homme, mais dont le sens s'adresse à tous et non pas à cet homme en particulier. Celui-ci revient à la charge pour demander si l'un et l'autre tiendront leur promesse, se plaçant alors dans un rôle de porte-parole.

Thèmes de discussion

Séance du 13 mars 2007

2. Les discours politiques.

Les discours politiques vous paraissent-ils assez concrets et proches de vos préoccupations ?

Les candidats parlent-ils « vrai » ou font-ils des « promesses de dupe » ?

Pourquoi les promesses ne seraient-elles pas tenues ?

Avez-vous des exemples de promesses non tenues dans le passé ?

Peut-on croire au politique ?

Quel est le risque si le politique ne tient pas sa parole ?

Avez-vous l'intention de voter ? Avez-vous toujours voté ?

Support TV : Extrait de « A vous de juger – Bayrou » du 15 février.

Cet extrait d'une dizaine de minutes porte sur une intervention de F. Bayrou contre les catalogues de promesses inconsidérées de ses rivaux directs. Il est question du chiffrage des programmes, à l'appui d'un « audit indépendant », donc considéré comme fiable.

Séance du 27 mars 2007

Cette troisième réunion du groupe se déroule avec les mêmes personnes et dans le même local associatif que le 13 mars 2007, date de la précédente séance. Cette fois l'ensemble des échanges a pu être enregistré, retranscrit (au moyen de Dragon Speaking) et archivé.

Pour ordonner la discussion chaque séance aborde un thème général, illustré par des extraits d'émissions de télévision. Cette fois, le thème est celui de « La France qui souffre ». Le groupe étant composé en partie de personnes en situation précaire (problèmes financiers, problèmes de santé) ou vulnérables, il était intéressant de débattre de ce sujet moins d'un mois avant le 1^{er} tour des élections présidentielles. Comment ce thème largement présent dans la campagne électorale est perçu, sinon vécu par les cinq personnes réunies ? Quelles sont pour elles les questions de fond ? Comment jugent-elles les réponses des candidats ?

Pour lancer la séance, nous avons visionné un extrait de « Complément d'enquête – Les classes moyennes : les oubliées de la campagne présidentielle », proposé par Benoît Duquesne sur France 2 en janvier 2007. Nous avons regardé en particulier le documentaire réalisé auprès d'ouvriers d'une PME de la métallurgie, dans l'Est de la France, interrogés sur leurs difficultés financières. La seconde partie de la séance a été introduite par un extrait de « J'ai une question à vous poser – Ségolène Royal » du 19 février 2007 sur TF1. Au cours de l'extrait, la candidate s'exprime sur les inégalités et injustices sociales pour défendre une politique du « donnant-donnant ». A un moment donné, elle esquisse un geste de compassion vers une personne handicapée au premier rang dans l'assistance.

Commentaires

L'émission de Benoît Duquesne fait réagir le groupe. Aussitôt une discussion s'engage sur les conditions matérielles d'existence qui se dégradent, avant de débattre plus longuement des injustices sociales.

Les cinq personnes du groupe sont sensibles aux difficultés financières exprimées par des salariés dans le reportage. Même si elles ne sont plus en activité, leur situation ressemble à celle évoquée par les ouvriers et agents de maîtrise du documentaire. La phrase choc de l'un d'entre eux résonne fortement : « la fin du mois, nous, c'est le 10 ». Autrement dit, dès le 10 de chaque mois, les difficultés financières reviennent.

En parlant de la faiblesse des retraites ou des aides pour les personnes handicapées, les trois femmes du groupe évoquent ouvertement leurs propres situations. Elles vivent aussi des difficultés financières chroniques. Elles n'ont pas la possibilité de se faire aider par des proches (familles, amis), et leur dignité les empêche d'aller chercher le soutien d'associations caritatives, comme « Les Resto du cœur ». Dans ces conditions, le découvert bancaire autorisé est pour elles la seule façon de passer d'un mois à l'autre. Or pour ne pas se noyer dans des crédits sans fin et éviter la faillite personnelle, elles limitent au plus près leur consommation courante. Ces difficultés récurrentes les conduisent à faire des choix, qui parfois peuvent être au détriment de leur santé.

La discussion montre que les hommes aussi rencontrent de telles situations dans leur entourage immédiat. L'un des deux parle en particulier du soutien qu'il apporte régulièrement à ses enfants, pourtant diplômés et salariés. Son témoignage illustre ce qu'un récent sondage, réalisé pour le Secours populaire français, montre, à savoir que 30% des enquêtés ont déjà connu dans leur vie une situation de pauvreté et que 15% ont été sur le point de connaître une telle situation².

Ces premiers échanges conduisent le groupe vers une réflexion plus générale sur l'existence aujourd'hui de « classes moyennes » (titre de l'émission de Benoît Duquesne). Le sentiment commun est que les classes moyennes se réduisent de plus en plus du fait d'un accroissement de la dualisation de la société. Pour tous, l'écart se creuse entre une minorité qui s'enrichit plus ou moins, mais constamment, et le reste de la société dont le pouvoir d'achat stagne ou diminue, ou bien carrément s'effondre. Le constat partagé est celui d'une société qui se fragilise sinon régresse sur le plan social, dès lors que toute une vie de travail ne suffit plus pour assurer le minimum.

Le témoignage bouleversant d'Andrée, une jeune femme handicapée, amène la discussion sur les galères au quotidien et les injustices sociales. Tout son récit démontre l'inhumanité des réponses (et non réponses) apportées parfois à ceux qui ont besoin de solidarité. La discussion sur les obstacles dans l'accès aux droits sociaux plonge ici dans le récit de réalités scandaleuses, où l'on s'aperçoit en particulier des difficultés supplémentaires lorsqu'on ne dispose pas de supports relationnels. La possibilité ou pas d'être aidé vient diviser ceux qui pourtant sont déjà relégués. Une remarque venant du groupe exprime parfaitement ces inégalités qui traversent et fractionnent les précaires ou « ceux qui souffrent » : « C'est pas normal que les handicapés n'aient pas plus de droits. Ils n'ont pas les moyens de se les offrir ». Dans le fil de la discussion, cette expression indique que l'idée d'égalité de traitement paraît belle et bien battue en brèche dès lors que la société se fractionne entre ceux qui peuvent « s'offrir » des droits et ceux qui ne le peuvent pas. A la dualisation s'ajoutent des subdivisions dans le descendeur social, entre ceux qui peuvent accéder à leurs droits et ceux qui ne le peuvent pas ou plus, par manque de soutiens relationnels (mais aussi pour d'autres raisons, notamment matérielles ou psychologiques). On perçoit ici l'expression d'une vulnérabilité puisque les comportements jugés abusifs ou frauduleux renvoient à une incertitude pour soi (en

² Sondage IPSOS pour le Secours populaire français, réalisé par téléphone les 24 et 25 août 2007 auprès d'un échantillon de 1013 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus, selon la méthode des quotas. Voir la revue du SPF Convergence, n° 274, octobre 2007.

gros, les autres prennent ce que je ne peux avoir) qui est difficilement tolérable quand on est en situation précaire ou sur le fil du rasoir³.

Ce témoignage ouvre une discussion sur le laxisme du système de protection sociale qui aurait généré une population de lésés et une population de profiteurs. Les injustices sociales, évoquées dans ces récits, sont renvoyées à une mauvaise gestion gouvernementale des prestations sociales. Pendant toute une période, que plusieurs associent aux deux présidences de François Mitterrand, les organismes sociaux n'auraient pas été suffisamment stricts avec l'éligibilité des demandeurs. La question de la « fraude », actuellement fortement médiatisée, surgit alors en conclusion des constats des uns et des autres sur le recours facile aux aides de certains qui pourraient pourtant travailler et, à l'inverse, sur la difficulté d'accès aux droits sociaux de ceux qui en ont le plus besoin. Une expression encore une fois résume le tout : « Je ne vais pas dire qu'il y a trop d'aides. Mais on n'a pas suffisamment accompagné l'aide ». Le système d'aides n'est pas dénoncé pour sa générosité, mais pour son inefficacité et finalement ses injustices.

Au regard des principes généraux qui modifient peu à peu notre système de protection sociale, on observe ici une adhésion apparemment complète – car fondée sur un sentiment d'injustice – avec les règles du ciblage et de l'activation. Que les aides portent sur ceux qui en ont le plus besoin et qu'elles ne soient pas données sans contrepartie, surtout lorsque les personnes peuvent être actives, est en substance le discours qui est tenu ici.

Dans l'échange, un point de vue divergent apparaît. Il se fait entendre pour contrebalancer les propos sur le laxisme des prestataires et la tendance à la fraude des bénéficiaires. Ce bémol cherche à éviter toute stigmatisation d'un groupe ou d'une population dès lors que la thèse sur le laxisme, les abus et les profiteurs prend ses exemples dans des situations rencontrées dans le quartier de la Villeneuve.

En tout cas, ces récits relient plusieurs réalités apparemment vécues ou observées. Ils renvoient en particulier l'accès (supposé) facile aux aides sociales, à des modes de vie et de consommation considérés comme débridés et disproportionnés par rapport aux possibilités réelles des gens. La désapprobation est totale tant ces comportements paraissent scandaleux. La défiance à l'égard de certains habitants – des voisins de cinq personnes – indique un conflit de normes et de valeurs. Cela interroge sur le type de rapport social que peut produire une société qui se fractionne ainsi au sein même de populations ou de groupes sociaux qui pouvaient apparaître homogènes⁴. Cela questionne également sur la diffusion progressive, en France comme ailleurs en Europe⁵, de cette culture du soupçon qui oppose depuis longtemps dans un pays comme les Etats-Unis, ceux qui paient par leurs impôts le social mais qui n'en profitent pas et ceux qui en sont les bénéficiaires. Car les conséquences peuvent être les mêmes : générer sur le plan social un welfare

³ Ce sentiment de vulnérabilité accrue par rapport à ceux qui savent mieux jouer que d'autres sur les circuits d'accès ou bénéficier de passes-droit est clairement explicité dans les Consultations de personnes défavorisées sur le projet de principes directeurs « Extrême pauvreté et droits de l'homme : les droits des pauvres », Rapport intermédiaire, Mouvement international ATD Quart Monde, octobre 2007.

⁴ Yann Algan, Pierre Cahuc, La société de défiance. Comment le modèle social français s'auto-détruit. Paris, éditions Rue d'Ulm, 2007.

⁵ Voir les travaux de notre réseau européen EXNOTA : www.exnota.org

stigma et alimenter sur le plan politique les thèses ultralibérales du minimarchisme, et des formes d'intolérance et de rejet⁶.

Notons que le terme d'assistance, si facilement dénigré à cause d'une confusion entretenue avec l'idée d'assistanat, n'apparaît pas tout au long de la discussion. Pourtant, le besoin d'aider au mieux les personnes qui ne peuvent vraiment pas se débrouiller par elles-mêmes est évident pour tous. Chacun le dit, à la suite du témoignage poignant d'Andrée⁷, qui vit avec son mari également handicapé et ses deux jeunes enfants. Il leur paraît « scandaleux » que leur amie ne bénéficie par de tous ses droits, alors que d'autres, peut-être moins handicapés, ne connaissent pas ces difficultés. Ces inégalités de traitement leur apparaissent profondément injustes. Pour eux, de telles situations montrent la nécessité de mettre fin au plus vite au double scandale des abus de droits et des traitements incomplets et discriminants.

Ils évoquent le problème d'un système d'aides qui, sans être trop généreux, a généré en revanche trop d'individualisme ; les abus découlant de l'indifférence. Ils notent d'une certaine façon ce que l'on peut appeler des incivilités sociales, en reliant les usages abusifs d'aides sociales qu'ils disent observer autour d'eux, dans le quartier, avec une perte totale des valeurs de respect et de solidarité. Face à cela, aucun n'hésite à dire qu'un changement radical des comportements est nécessaire.

Sur ce plan, un lien est établi au cours de la discussion avec le débat politique des élections présidentielles. Les uns et les autres penchent alors clairement en faveur d'un accompagnement du social, c'est-à-dire d'une mise en œuvre des droits qui tiennent compte au mieux des situations des personnes tout en les responsabilisant. En ce sens, la proposition de Ségolène Royal du « donnant-donnant » leur paraît bonne⁷. Tous adhèrent à cette proposition dans la mesure où ils la perçoivent comme un ajustement indispensable, à la fois pour répondre au besoin d'une bonne gestion du social et pour affirmer des liens de solidarité réciproques entre le collectif et l'individu. Ils différencient cette proposition de celle de Nicolas Sarkozy qui priorise le social sur ceux qui ne peuvent plus travailler (ni a fortiori travailler plus), car, pour eux, travailler ne suffit pas toujours. Autrement dit, ils semblent récuser l'idée d'un système qui réserverait les aides sociales aux exclus du monde du travail. A plusieurs reprises, ils évoquent la réalité de ceux que l'on nomme maintenant les « travailleurs pauvres ». Mais là aussi, ils font la part des choses, et dissocient les salariés qu'il faut aider de ceux (supposés en grand nombre) qui, au lieu de travailler alors qu'ils le pourraient, vivent de l'aide sociale.

La proposition du « donnant-donnant » convient d'une certaine façon mieux à la conception du mérite qui structure implicitement leurs points de vue. La question du mérite traverse en effet beaucoup de propos sur les vécus. On la retrouve implicitement dans l'évocation du passé, dans le rapport oppressant du travail pour vivre, sinon pour survivre. On la perçoit également dans leur sentiment d'humiliation,

⁶ Pour un aperçu : Philippe Warin, L'accès aux droits sociaux. Grenoble, PUG, 2006.

⁷ « Gagnant-gagnant », et « donnant donnant ». Le premier concept pour les entreprises, notamment les PME, le second pour les salariés. Ségolène Royal, lors de l'émission de TF1 a proposé une société rassurante et solidaire en opposant « la responsabilité » à « l'assistanat ». Voir les extraits de sa prestation dans la retranscription de la séance. Ou aussi dans la presse :

http://www.humanite.fr/2007-02-21_Politique_Segolene-Royal-le-social-au-regime-du-donnant-donnant

<http://www.lesechos.fr/info/analyses/4561371.htm>

<http://www.rtl2007.fr/actualite/0/segolene-royal-prone-donnant-donnant-4925.html>

et plus simplement d'injustice, quand certains racontent comment, sans aucune raison, ils ont été brutalement écartés de certains droits et même pire, traités d'assistés ou de profiteurs par des agents de services publics. La question du mérite est bien présente lorsque tous saluent la combativité de leur amie handicapée pour défendre ses droits d'assurée sociale et de mère.

La valeur humaine des projets politiques et des candidats qui les incarnent compte pour eux. La différence entre les deux principaux postulants se fait également là-dessus. Si l'un paraît excessivement autoritaire, l'autre paraît plus juste (au sens moral du terme) ; son attitude de compassion en direction d'un homme tétraplégique lors de l'émission de TF1 est apparue comme sincère et utile à presque tous. Seul un des participants parle d'une mise en scène et affirme surtout que l'on ne dirige pas par le compassionnel.

Séance du 24 avril 2007

Cette quatrième réunion du groupe se déroule avec les mêmes personnes (moins Andrée qui est hospitalisée). Elle se tient dans le même local associatif. L'ensemble des échanges a été enregistré, retranscrit (au moyen de Dragon Speaking) et archivé.

La rencontre a lieu deux jours après le 1^{er} tour des élections présidentielles. Des extraits des discours prononcés le dimanche 22 avril au soir par les deux candidats restant en lice, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, sont visionnés pour lancer la discussion (voir les précisions dans le document de la retranscription). Ces extraits introduisent une séance consacrée au thème des valeurs défendues par les deux principaux candidats.

Commentaires

Les discours prononcés le soir du premier tour cherchent à synthétiser les positions prises et les propositions faites durant la campagne électorale. Ils visent à présenter aux électeurs les choix qui s'offrent à eux. Ces discours peuvent laisser incrédules ; les quatre participants (Marie-claude, Michèle, Ahmed et Charles) attendent, comme ils le disent, surtout leur mise en œuvre. Pour autant, chacun leur attribue une haute importance pour la force des messages délivrés.

Les différences de forme entre les deux discours donnent lieu à de multiples commentaires qui opposent les deux candidats. Le discours de Nicolas Sarkozy apparaît dans la droite ligne de ses interventions précédentes. Il confirme son « envie de tout mener », mêlant pour les uns et les autres à la fois volontarisme et autoritarisme. Ce point de vue est assez prémonitoire puisque ce mélange caractérise effectivement aujourd'hui le style de sa présidence. Se reportant aux discours précédents du candidat Sarkozy, l'un des participants analyse sa campagne comme étant celle d'un candidat qui a cherché à s'installer très tôt dans une position de gagnant certain, réduisant le temps démocratique de l'élection à une simple validation de sondages d'opinion régulièrement en sa faveur. La vassalisation de celles et ceux de son camp, tout au long de la campagne, est relevée pour souligner l'autoritarisme d'un candidat dont le discours est construit (c'est du moins ce que retiennent certains participants) autour d'un rapport aux autres fondé en permanence sur des injonctions.

A la question de savoir si le discours du candidat Sarkozy fait peur, y compris dans son camp, Ahmed répond en pointant sa tendance à dérouter et à angoisser même dans ses rangs, à cause de son interventionnisme débridé. Ce qui est dit renvoie à la perception d'un mode d'action fondé impulsif : « paraît-il que même dans son comité de soutien certains lui font le reproche [...] de lancer des choses qui n'ont aucun sens pour un futur président ». L'explication donnée est d'ordre psychologique : « On chasse le naturel il revient au galop », poursuit le même intervenant. Celui-ci n'a pas

pu lire le dernier livre de Bernard-Henri Lévy⁸, paru en octobre 2007, et pourtant son intuition se retrouve dans l'analyse du philosophe-essayiste.

L'usage répétitif de la formule « Je veux » dans les interventions publiques de Nicolas Sarkozy est compris comme l'annonce d'une omniprésence, sinon d'une omnipotence. Ce que l'hyper médiatisation des faits et gestes du Président depuis l'élection met en scène, ne le crédite pas pour autant d'une capacité certaine de pouvoir agir sur le cours des événements. Personne parmi les quatre ne croit en son discours de rupture. La présidentialisation du régime politique qui est pressentie n'apparaît pas comme la garantie d'une réalisation certaine de ses nombreux engagements. C'est pourtant par rapport à Ségolène Royal – considérée comme « plus sociale » – que le doute sur la capacité du politique en général à maîtriser notamment les acteurs économiques et financiers s'exprime le plus clairement.

La discussion porte aussi sur les valeurs défendues par le futur Président, que les commentaires savants sur le « sarkozysme » commencent à analyser aujourd'hui⁹.

Comparant les discours de campagne de Ségolène Royal et de François Bayrou à ceux de Nicolas Sarkozy sur la délinquance, les participants considèrent que ce dernier ne cherche pas à expliquer, à la différence des deux autres, mais stigmatise aussitôt en associant systématiquement la délinquance à la récidive. Cette présentation qui sert à justifier sa volonté de durcissement de la politique pénale heurte les participants. Elle superpose l'image des jeunes à celle du « multirécidiviste » qui fait figure, selon certains commentateurs, de « perdant par excellence » dans la rhétorique sarkoziste¹⁰. Le groupe reproche à Nicolas Sarkozy de présenter la délinquance comme un « quasi état » en insistant sur le problème de la récidive, sans chercher à en comprendre les raisons à travers des échecs répétés : « Les rapports entre les jeunes et la police ont changé. Et pourquoi ? Parce qu'il a été ministre de l'Intérieur. Il n'a pas arrêté de dire que les jeunes étaient délinquants et de dire lorsque quelqu'un a été arrêté qu'il avait déjà été arrêté plusieurs fois [...] Il ne cherche pas les raisons pour lesquelles les jeunes agressent. Bien sûr on est contre les agressions. Mais il faut comprendre les choses un minimum. Lui ne cherche pas les causes. Il donne son explication c'est tout et laisse croire que les causes sont là. [...] Au fond quand un jeune prend une mauvaise orientation, Sarkozy aurait tendance à dire il est mauvais parce qu'il a pris une mauvaise orientation ». En reprochant cette absence d'explication, les participants pointent un

⁸ « On découvre un personnage qui, en fait, parle de tout, absolument de tout, sans langue de bois ni tabous, sans l'ombre d'une gêne ni d'une censure, vie publique et vie privée, sujets nobles et sujets moins nobles, doutes, certitudes, jugements à l'emporte-pièce sur tel adversaire ou partenaire, réparties cinglantes, insolences, tout y passe, rien ne nous est épargné de ce qui lui traverse le cerveau : souvent, dans les relations personnelles que j'ai eues avec lui dans le passé, j'ai noté ce trait de son caractère qui veut qu'il n'y ait pas d'idée qui lui passe par la tête sans qu'il éprouve le besoin de s'en libérer aussi vite en la claironnant à la cantonade ; Sarkozy ou le seul exemple que je connaisse de « sujet sartrien » parfait – le prototype de cette subjectivité dont l'auteur de « L'Être et le Néant » notait qu'elle tire sa force et, surtout, sa liberté du fait qu'elle est sans for intérieur, sans vraie réserve ni intimité, sorte de lieu vide, ou de pur lieu de transit, où les informations, impressions, émotions, circulent sans jamais vraiment s'arrêter... ». Extrait de la traduction française de la tribune publiée, dimanche 22 juillet, par Bernard-Henri Lévy, dans le supplément littéraire du New York Times, où il explique ce qu'il pense de Nicolas Sarkozy. Cette tribune annonce le livre de B-H L qui paraîtra début octobre 2007 aux éditions Grasset. Ce grand cadavre à la renverse. Le rappel de ce portrait suit dans l'ouvrage un passage sur Nicolas Sarkozy « clanique, féodal, peut-être brutal » tel que perçu par ses détracteurs... (p. 16).

⁹ Nous nous référons ici en particulier au numéro de la revue Esprit de novembre 2007, consacré aux réponses à la question Qu'est-ce que le sarkozysme ?

¹⁰ Se reporter à l'article de Mickaël Føessel et Olivier Mongin, « Les mises en scène de la réussite. Entreprendre, entraîner, animer », Esprit, n° 11, novembre 2007, p. 40 : « le perdant par excellence, c'est le « multirécidiviste » [...], le chômeur de longue durée ou l'immigré qui échoue dans ses tentatives d'intégration [...] ».

risque de rejet systématique, que les commentateurs professionnels analysent comme un trait caractéristique du sarkozysme¹¹. En disant que Nicolas Sarkozy préfère la réponse carcérale à la « réparation », ils perçoivent un risque d'Etat sécuritaire qui procède par l'exclusion¹². La discussion fait apparaître ainsi la crainte d'un clivage permanent, comme fondement de la politique de Nicolas Sarkozy.

En abordant le thème de « l'identité nationale » présent dans le discours de campagne de Nicolas Sarkozy, les points de vue convergent pour constater que le candidat « a du mal à accepter les différences ». Et de poursuivre : « Pour lui, l'immigration ne pose pas de problème, si elle ne pose pas de problème avec la religion ou autre chose. Le fait de parler notre langue etc., pour lui j'ai l'impression que ce qui compte c'est la culture française, parler Français. Disons que rien ne doit avoir existé avant ». Dans un commentaire récent, Mickaël Føessel et Olivier Mongin disent la même chose lorsqu'ils soulignent que le clivage réinstauré dans le discours de Nicolas Sarkozy entre les méritants et les autres conduit en particulier « l'immigré en panne d'intégration parce qu'il ne maîtrise pas la langue française à souscrire à l'alternative : 'La France, tu l'aimes ou tu la quittes' »¹³. La discussion glissant alors sur les valeurs républicaines et la laïcité, montre que certains adhèrent sur ce plan au discours de Nicolas Sarkozy, dans la mesure où ils ne supportent plus au quotidien les comportements « ostentatoires » (notamment vestimentaires) d'appartenance communautaire.

La discussion se poursuivant sur le fameux « travailler plus pour gagner plus », les mots sont durs pour qualifier ce discours clé de la campagne du futur Président : « Sarkozy, ce qu'il demande, c'est de l'esclavage ». Le substrat libéral de ce discours n'échappe pas aux quatre discutants. Là aussi, il relève un risque de clivage. Cette fois, entre les personnes en capacité de travailler qui doivent le plus possible s'en sortir par elles-mêmes, et celles (les malades, les handicapés, les personnes âgées : catégories citées par Nicolas Sarkozy le 22 avril au soir) vers lesquelles doit porter l'effort de solidarité nationale : « C'est son esprit très libéral, pour lui le social c'est fini. Il est à fond pour le libéralisme, pour ceux qui sont en capacité de se débrouiller seuls et les autres ». Mais les craintes vont au-delà. Le slogan du « travailler plus pour gagner plus » ne règle pas la question des salaires et du pouvoir d'achat (déjà posée dans les séances précédentes). Que peut-il advenir dans ce cas des plus faibles revenus ? La réponse consistant à dire que l'accroissement des revenus dépend d'abord de la volonté de chacun de travailler plus fait craindre d'autres inégalités : comme toujours entre haut et bas revenus, mais aussi entre ceux qui pourront travailler plus et ceux qui ne le pourront pas. Ainsi, le discours de Nicolas Sarkozy sur le mérite n'est pas perçu comme une sécurité mais comme une menace supplémentaire pour les plus faibles : « Travailler plus pour vivre mieux, c'est une évidence puisque les salaires sont tellement bas. La question est là ; il faut d'abord augmenter les salaires. Et moi je suis d'accord avec toi, le travail faut d'abord le partager. Et il n'est pas normal que les gens soient obligés de travailler beaucoup plus pour survivre. Car malgré cela on reste toujours un niveau très bas. Et

¹¹ Ibid : « Le sarkozysme, c'est, sans mauvais jeu de mots, l'oubli du tiers exclu : entre la réussite sûre de son droit et l'échec mérité, il n'y a pas de place pour la complexité des parcours et la pesanteur des structures sociales ».

¹² On perçoit ici la possibilité d'une « américanisation » de la politique française sous l'angle d'une subordination de l'Etat social à un Etat sécuritaire, étudiée par exemple par Loïc Wacquant.

¹³ Mickaël Føessel et Olivier Mongin, op. cit. p. 40. [ndlr : en référence à un discours de Nicolas Sarkozy préparant son appel aux élus de l'UMP à accorder leur parrainage – au nom de la démocratie – à Jean-Marie Le Pen qui sans cela n'aurait pu se présenter aux élections].

maintenant on nous rabâche qu'il y a des secteurs d'activité qui ne trouvent pas preneurs. Évidemment, comme par hasard c'est le bâtiment et tout cela, plongeur, etc. évidemment quand on vous propose le SMIG... Si on ne parle jamais salaires, on n'encouragera jamais les personnes. Il faut que le niveau des salaires soit normal. Et valoriser ces métiers là par rapport aux gratte-papiers ».

Sur le fond, la discussion indique que le discours de Nicolas Sarkozy ne traite pas des inégalités sociales mais au contraire que ses propositions risquent de les aggraver. Ce jugement explicite oppose directement Nicolas Sarkozy à Ségolène Royal, qui semble présenter une approche autre, fondée sur des valeurs différentes.

Le discours de la candidate socialiste le soir du premier tour est perçu comme diamétralement opposé à celui du candidat de l'UMP. Il s'agit bien d'un autre choix. Sur la forme, le discours de Ségolène Royal n'apparaît pas empreint d'autoritarisme. Son rapport aux autres n'est pas perçu sur le mode de l'injonction imposée par le chef. Il paraît reposer sur le lien recherché avec le peuple auquel doit se conformer le Président. Sans que cela soit évoqué, le slogan de campagne de la candidate, « La France présidente », paraît assimilé : « Ségolène, c'est : « vous êtes mon comité de soutien, vous êtes mon peuple », quasiment « vous êtes le programme de mon gouvernement ». Et là c'est une grosse nuance. Lui c'est « je veux » sans arrêt ». Un témoignage : « Moi ce que je peux vous dire, même des gamins de quatre ans ont crié « Ségolène, Ségolène, Ségolène ». Même là [dans le quartier], on voit que la différence entre les discours même si elle n'est pas comprise et bien ressentie. Tout le monde à la Villeneuve était pour Ségolène, donc ça montre bien quand même ».

Le thème du « donnant-donnant » autour duquel s'articule une nouvelle fois le discours de Ségolène Royal le 22 avril au soir, la différencie sur le fond. Il est compris comme un message d'autorité qui campe son principe d'action. Il contient un principe de contrainte, puisque c'est un appel à l'effort de tous. Mais il intègre aussi un principe de justice, dans la mesure où il est compris comme l'appel à la poursuite et au renforcement de la solidarité, notamment vers les plus faibles : « Elle, elle sanctionne, mais elle c'est donnant-donnant. Et pas bêtement, voilà la différence ». Un avis complémentaire : « Avec elle, c'est un échange. On sait qui fait quoi, et des droits et des devoirs ». L'adhésion qui s'exprime ici tient au fait que le discours du donnant-donnant préserve le social pour combattre les inégalités, par rapport auxquelles Nicolas Sarkozy paraît indifférent. Elle s'explique aussi par le changement de ton qui est perçu du côté de la représentante de la gauche dans l'approche du social. Les mêmes disaient lors de la séance précédente que « le social à tout va » du mitterrandisme avait créé de l'injustice dans la mesure où il aurait facilité des abus et des rentes de situation tout à fait injustes, pénalisant les plus défavorisés qui « n'ont pas les moyens de s'offrir des droits » (voir la séance du 27 mars). Cette fois, le discours paraît être accordé sur une réelle volonté de justice sociale, mieux répartie car moins aveugle.

La discussion fait apparaître également que l'opposition des discours, telle qu'elle est perçue, tient aussi aux personnalités qui s'expriment. En particulier, le discours de Ségolène Royal est ressenti fortement par trois des quatre participants, et en particulier par Marie-Claude et Michèle, comme un discours de femme, parlant « avec une autre sensibilité ». Le choix de communication de Ségolène Royal consistant à établir un lien direct avec l'électorat en exposant la cohérence de son

projet par référence à ses propres attentes en tant que mère, et donc de citoyenne parmi les autres, semble fonctionner. Son discours de femme et de mère montre qu'elle sait se mettre à la place des autres (si elle n'est pas à la même place que les autres) pour comprendre leurs attentes. L'empathie recherchée agit ici dans les deux sens puisqu'en retour cette communication aide ses auditeurs à comprendre les raisons de son discours : « Il y a des choses que les bonnes femmes ressentent et ça veut dire ... Quand elle parle des problèmes, on sent et comprend les choses. C'est pour ça il faut lui donner la chance d'essayer. Moi je ne sais pas... elle parle comme une femme, pas comme un mec. Nous on est femme, on le ressent c'est tout. Il n'y a pas le côté macho des mecs, c'est ferme sans être violent ». Un autre commentaire : « C'est vrai que moi, y a des choses dans son discours avec lesquelles je n'adhère pas, mais c'est vrai que nous en tant que femme, on arrive mieux à la percevoir. Parce que quand elle parle, elle a des enfants, comme nous, et quand elle dit qu'elle a des enfants qu'elle voudrait qu'ils grandissent dans une bonne société, et qu'elle ne voudrait pas que ses enfants plongent et puis voilà, eh bien nous aussi, c'est bien la même chose qu'on attend au fond. De ce côté-là on est bien d'accord ». Le procédé a cependant ses limites, en particulier lorsque le discours de Ségolène Royal sort de l'explication des situations qui doivent motiver l'action politique et en revient aux joutes traditionnelles entre camps. Cela la renvoie aussitôt dans le monde à part de la politique : « Simplement une chose, c'est qu'elle critique comme un homme, c'est qu'elle parle des choses que les autres ont fait avant et qu'elle critique comme les hommes. Et ce n'est pas cinq ans en arrière pour regarder les choses et les conneries que l'on a faites, c'est 30 ans en arrière. Alors c'est ça, ça je ne suis pas d'accord avec elle, il ne s'agit pas de critiquer mais de bien analyser les vraies raisons. Elle, c'est vraie, est plus jeune que moi ! Alors elle n'a pas encore vécu comme nous on a vécu... ».

Les participants trouvent que le discours de Ségolène Royal introduit une sensibilité inédite jusque-là dans le débat politique qui dépasse les clivages traditionnels. Plus qu'une opposition entre droite et gauche, c'est la nouveauté d'un face à face entre un homme et une femme à l'annonce du second tour d'une élection présidentielle qui nourrit chez eux l'idée qu'un choix politique important se présente effectivement le 6 mai 2007 : « C'est un événement, en 2007 il y a quand même une femme face à un type qui n'est pas facile, et qui a réussi. Il faut reconnaître que cette femme a quelque chose de très fort à l'intérieur, ça ne peut pas dire l'inverse ». Un autre : « Il a fallu qu'elle bataille pour arriver là même avec les autres [référence aux primaires au sein du Parti Socialiste] ». Et la première d'ajouter : « Donc il faut quand même soulever cet aspect, c'est historique. Même s'il n'y a pas de changement concret, il y a là quelque chose de nouveau qui doit nous permettre d'aller vers un avenir avec du positif. Parce que le changement, il va se faire au fur et à mesure ». Le changement attendu se situe dans une manière différente de gouverner, que l'un voit dans un dépassement des rapports corporatistes (« oui, elle a dit que les patrons seront associés à des commissions, les travailleurs, il faut qu'elle mette à plat tout ça ») et un autre (ayant voté François Bayrou au premier tour) dans la mise à l'écart des positions strictement partisans, en pensant ici aux élections législatives qui suivront (« moi, moi, je ne dirai pas tout de suite, mais au fur et à mesure. Faut voir les groupes qui vont se former, car ça sera plus droite contre gauche, mais plus un

mixage. Il y aura aussi l'écologie etc. Et moi je vois bien les choses comme ça. Quoi que le changement n'est pas lieu tout de suite ».

L'empathie qui articule la communication de Ségolène Royal fonctionne dans le sens d'une différenciation très nette par rapport à Nicolas Sarkozy jugé violent et autoritaire. Mais pour autant, l'empathie est-elle, comme dit ici, une différence de sensibilité entre sexes plutôt qu'une différence de valeurs politiques ? Renvoie-t-elle à un comportement ou plutôt à un esprit ? Les commentaires des deux participants femmes indiquent que pour elles la différence des genres aplatit la différence entre « valeurs de droite » et « valeurs de gauche » parce qu'elle apporte en politique une pragmatique qui dépasse les clivages idéologiques. Dans sa défense des différences entre être de droite ou de gauche, Bernard-Henri Lévy apporte lui une réponse qui dit pourquoi l'empathie est un esprit de gauche¹⁴. Mais, comme le demande d'une certaine façon Charles, apparemment le plus incrédule des quatre, il reste à savoir si l'esprit va avec le discours, ou si celui-ci n'est plus qu'une parole de circonstance. Dans ce cas, le discours de Nicolas Sarkozy a apparemment – pour tous les quatre – au moins l'avance du cynisme¹⁵. Mais si sur ce plan il doit effectivement sa victoire, alors on sait alors comment la société française aime aujourd'hui être gouvernée.

¹⁴ « A gauche, qui consent à se tenir pour cet otage charnel d'autrui et de sa misère – l'homme, dit l'homme de gauche, est le seul animal qui soit capable de se défaire de soi pour, sans fusion ni effusion, entrer dans la peau et le visage d'un autre ; il est le seul qui, comme dit encore l'Aragon de Défense de l'infini, préfère parfois « être amputé d'un bras que d'un souci ». A droite, qui décide de se laver les mains de ce souci et n'entend, en aucun cas, se charger de cette autre souffrance – au diable, la mortification ! arrière le mauvais esprit d'empathie et de honte qui va avec ! assez de cette manie de se vouloir le gardien de son frère ou le frère de son prochain ! finissons-en avec ces fraternités obligées, avec ce « crucifiement continu », dont Morand faisait dans L'Homme pressé, le propre de « l'Ancien testament » ! ». Ce grand cadavre à la renverse, op. cit., p. 78.

¹⁵ Cynisme : « qui exprime ouvertement et sans ménagement des sentiments, des opinions qui choquent le sentiment moral ou les idées reçues, souvent avec une intention de provocation. » (in Le Petit Robert, 2003).